

Bill 24

Government Bill

Projet de loi 24

Projet de loi du gouvernement

2nd Session, 41st Legislature,
Manitoba,
66 Elizabeth II, 2017

2^e session, 41^e législature,
Manitoba,
66 Elizabeth II, 2017

BILL 24

PROJET DE LOI 24

**THE RED TAPE REDUCTION AND
GOVERNMENT EFFICIENCY ACT, 2017**

**LOI DE 2017 SUR LA RÉDUCTION DU
FARDEAU ADMINISTRATIF ET
L'EFFICACITÉ DU GOUVERNEMENT**

Honourable Mr. Friesen

M. le ministre Friesen

First Reading / Première lecture : _____

Second Reading / Deuxième lecture : _____

Committee / Comité : _____

Concurrence and Third Reading / Approbation et troisième lecture : _____

Royal Assent / Date de sanction : _____

EXPLANATORY NOTE

This Bill amends several Acts and repeals three Acts to reduce or eliminate regulatory requirements or prohibitions and to streamline government operations. A number of other Acts are amended to remove references to a repealed Act.

The Consumer Protection Act

If requested by the minister, the Public Utilities Board must review the maximum charge permitted for cashing a government cheque. Previously, the Board had to review the maximum permitted charge every three years.

The Dangerous Goods Handling and Transportation Act

A hazardous waste disposal facility licence is not required for used oil burners and used oil collection facilities that meet specified standards.

The Drinking Water Safety Act

The requirement to submit a formal application to make a minor alteration to a water system is replaced by the requirement to file a written request. The frequency with which public and semi-public water suppliers must do an assessment of their infrastructure and water sources may be reduced from once every five years to once every ten years. The reporting requirements for laboratories that conduct analyses of drinking water samples are changed to require immediate reporting only in the case of a serious and immediate health risk. A new provision allows for more effective regulation of the shipping and receiving of water samples submitted to a laboratory.

The Ecological Reserves Act

A requirement to provide a report on ecological reserves every five years is removed.

The Environment Act

A general prohibition on the construction or expansion of manure storage facilities for hog operations across Manitoba is eliminated. Also eliminated is the prohibition on winter spreading of livestock manure.

NOTE EXPLICATIVE

Le présent projet de loi modifie plusieurs lois et en abroge trois en vue de la réduction ou de l'élimination d'obligations administratives ou d'interdictions et de la simplification des activités du gouvernement. Il modifie d'autres lois en vue d'éliminer les renvois à des lois abrogées.

Loi sur la protection du consommateur

À la demande du ministre, la Régie des services publics examine les frais maximaux pouvant être exigés pour l'encaissement de chèques du gouvernement. Auparavant, la Régie était tenue de procéder à un examen une fois tous les trois ans.

Loi sur la manutention et le transport des marchandises dangereuses

Il n'est pas nécessaire d'obtenir une licence d'exploitation visant une installation d'élimination de déchets dangereux à l'égard d'un brûleur d'huiles usagées ou d'une installation de collecte d'huiles usagées qui sont conformes aux normes réglementaires.

Loi sur la qualité de l'eau potable

L'obligation de soumettre une demande officielle pour apporter des modifications mineures à un réseau d'alimentation en eau est remplacée par celle de présenter une demande écrite. Les fournisseurs d'un service d'eau public ou semi-public peuvent dorénavant évaluer moins fréquemment l'infrastructure et les sources d'approvisionnement de leur réseau d'alimentation en eau, soit au moins une fois tous les dix ans plutôt qu'au moins une fois tous les cinq ans. Les laboratoires ne sont tenus de communiquer immédiatement les résultats des analyses d'échantillons d'eau potable que lorsqu'il existe un risque sérieux et immédiat pour la santé des utilisateurs. Une nouvelle disposition permet une réglementation plus efficace de l'expédition et de la réception des échantillons d'eau remis à un laboratoire.

Loi sur les réserves écologiques

L'obligation de déposer un rapport sur les réserves écologiques au moins une fois tous les cinq ans est éliminée.

Loi sur l'environnement

Une interdiction générale visant la construction ou l'élargissement des installations de stockage de déjections du porc au Manitoba est éliminée. L'interdiction d'épandre des déjections du bétail en hiver est également éliminée.

The Fisheries Act

The timing of a requirement to provide a report on fisheries resources every five years is changed to match the timing of a similar report dealing with wildlife resources under *The Wildlife Act*.

The Forest Health Protection Act

The requirement for all arborists to be licensed is replaced by a requirement to be certified by a third party organization.

The Groundwater and Water Well Act

Unproclaimed provisions of this Act that would require an identification plate and an annual validation strip to be placed on every drilling machine are repealed. A requirement to have a report prepared by an engineer or geoscientist is eliminated.

The Labour Relations Act

A director appointed under *The Civil Service Act* is responsible for assigning conciliation officers and appointing grievance mediators. Previously, the Act assigned these responsibilities to the minister.

The Noxious Weeds Act

Municipalities no longer require the minister's approval to charge a property owner more than a specified amount for removing noxious weeds from the property.

The Residential Tenancies Act

Accommodations provided for rehabilitative, therapeutic or religious purposes are exempt from the Act only if specified requirements are met.

The Veterinary Services Act

Requirements previously in the Act regarding financial recordkeeping by veterinary services boards are now set by regulation.

Acts repealed

The Health Services Act, *The Manitoba Natural Resources Development Act* and *The Public-Private Partnerships Transparency and Accountability Act* are repealed.

Loi sur la pêche

Le moment du dépôt d'un rapport quinquennal sur les ressources en matière de poissons est modifié pour correspondre à celui du dépôt d'un rapport similaire sur les ressources fauniques en vertu de la *Loi sur la conservation de la faune*.

Loi sur la protection de la santé des forêts

Les arboriculteurs ne sont dorénavant plus tenus d'être titulaires d'une licence mais plutôt d'une certification délivrée par un organisme tiers.

Loi sur les eaux souterraines et les puits

Des dispositions non proclamées exigeant qu'une plaque d'identification et une vignette de validation annuelle soient fixées sur chaque machine de forage sont abrogées. Les ingénieurs ou les géoscientifiques ne sont plus tenus d'établir des rapports.

Loi sur les relations du travail

Le directeur nommé en vertu de la *Loi sur la fonction publique* est responsable de l'affectation de conciliateurs et de la nomination de médiateurs de griefs. Auparavant, la *Loi* attribuait ces responsabilités au ministre.

Loi sur la destruction des mauvaises herbes

Les municipalités ne sont plus tenues d'obtenir l'approbation du ministre pour imposer au propriétaire d'un bien-fonds des frais supérieurs au plafond déterminé pour enlever les mauvaises herbes de son terrain.

Loi sur la location à usage d'habitation

Les habitations fournies à des fins thérapeutiques, religieuses ou de réadaptation sont soustraites à l'application de la *Loi* uniquement si des exigences prévues sont respectées.

Loi sur les soins vétérinaires

Les exigences relatives à la tenue des registres comptables des conseils des services vétérinaires sont maintenant fixées par règlement. Ces exigences étaient auparavant prévues par la *Loi*.

Lois abrogées

La *Loi sur la mise en valeur des ressources naturelles du Manitoba*, la *Loi sur la transparence et la responsabilité en matière de partenariats public-privé* et la *Loi sur les services de santé* sont abrogées.

**THE RED TAPE REDUCTION AND
GOVERNMENT EFFICIENCY ACT, 2017**

**LOI DE 2017 SUR LA RÉDUCTION DU
FARDEAU ADMINISTRATIF ET
L'EFFICACITÉ DU GOUVERNEMENT**

TABLE OF CONTENTS

TABLE DES MATIÈRES

Section

Article

- 1 The Consumer Protection Act
- 2 The Dangerous Goods Handling and Transportation Act
- 3 The Drinking Water Safety Act
- 4 The Ecological Reserves Act
- 5 The Environment Act
- 6 The Fisheries Act
- 7 The Forest Health Protection Act
- 8 The Groundwater and Water Well and Related Amendments Act
- 9 The Health Services Act
- 10 The Labour Relations Act
- 11 The Manitoba Natural Resources Development Act
- 12 The Noxious Weeds Act
- 13 The Noxious Weeds Amendment Act
- 14 The Public-Private Partnerships Transparency and Accountability Act
- 15 The Residential Tenancies Act
- 16 The Veterinary Services Act

- 1 Loi sur la protection du consommateur
- 2 Loi sur la manutention et le transport des marchandises dangereuses
- 3 Loi sur la qualité de l'eau potable
- 4 Loi sur les réserves écologiques
- 5 Loi sur l'environnement
- 6 Loi sur la pêche
- 7 Loi sur la protection de la santé des forêts
- 8 Loi sur les eaux souterraines et les puits et modifications connexes
- 9 Loi sur les services de santé
- 10 Loi sur les relations du travail
- 11 Loi sur la mise en valeur des ressources naturelles du Manitoba
- 12 Loi sur la destruction des mauvaises herbes
- 13 Loi modifiant la Loi sur la destruction des mauvaises herbes
- 14 Loi sur la transparence et la responsabilité en matière de partenariats public-privé
- 15 Loi sur la location à usage d'habitation
- 16 Loi sur les soins vétérinaires

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

- 17 The Corporations Act
- 18 The Freedom of Information and Protection of Privacy Act
- 19 The Human Rights Code
- 20 The Municipal Act
- 21 The Municipal Board Act
- 22 The Northern Affairs Act
- 23 The Regional Health Authorities Act

- 17 Loi sur les corporations
- 18 Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée
- 19 Code des droits de la personne
- 20 Loi sur les municipalités
- 21 Loi sur la Commission municipale
- 22 Loi sur les affaires du Nord
- 23 Loi sur les offices régionaux de la santé

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

- 24 Coming into force

- 24 Entrée en vigueur

BILL 24

**THE RED TAPE REDUCTION AND
GOVERNMENT EFFICIENCY ACT, 2017**

(Assented to _____)

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of Manitoba, enacts as follows:

THE CONSUMER PROTECTION ACT

C.C.S.M. c. C200 amended

*1(1) **The Consumer Protection Act** is amended by this section.*

1(2) Subsection 169(5) is amended

(a) by replacing the section heading with "Review requested by minister"; and

(b) by striking out "at least once every three years" and substituting ", if requested by the minister".

PROJET DE LOI 24

**LOI DE 2017 SUR LA RÉDUCTION DU
FARDEAU ADMINISTRATIF ET
L'EFFICACITÉ DU GOUVERNEMENT**

(Date de sanction : _____)

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative du Manitoba, édicte :

**LOI SUR LA PROTECTION
DU CONSOMMATEUR**

*Modification du c. C200 de la **C.P.L.M.***

*1(1) Le présent article modifie la **Loi sur la protection du consommateur**.*

1(2) Le paragraphe 169(5) est modifié :

a) par substitution, au titre, de « Examen demandé par le ministre »;

b) par substitution, à « , au moins une fois tous les trois ans, », de « , à la demande du ministre, ».

1(3) *Subsection 169(6) is replaced with the following:*

No independent power of review

169(6) The board is not permitted to review its existing orders on its own initiative.

Time limit for review

169(6.1) Within six months after commencing the review, or within any longer period allowed by the minister, the board must

- (a) issue an order under subsection (5); and
- (b) prepare and submit a report to the minister, including a copy of the order and a description of the board's review and hearing process under this section.

THE DANGEROUS GOODS HANDLING
AND TRANSPORTATION ACT

C.C.S.M. c. D12 amended

2(1) ***The Dangerous Goods Handling and Transportation Act is amended by this section.***

2(2) *Subsection 8(4) is amended by striking out "No person" and substituting "Except when permitted under subsection (4.1), no person".*

1(3) *Le paragraphe 169(6) est remplacé par ce qui suit :*

Interdiction de procéder à l'examen sans la demande du ministre

169(6) Il est interdit à la Régie de procéder de son propre chef à un examen des ordonnances qu'elle a rendues.

Délai

169(6.1) Dans les six mois suivant le début de l'examen, ou dans le délai supplémentaire que lui accorde le ministre, la Régie :

- a) rend une ordonnance en vertu du paragraphe (5);
- b) établit un rapport qu'elle présente au ministre, accompagné d'une copie de l'ordonnance et de renseignements sur la façon dont elle procède à l'examen et tient les audiences prévus au présent article.

LOI SUR LA MANUTENTION
ET LE TRANSPORT
DES MARCHANDISES DANGEREUSES

Modification du c. D12 de la C.P.L.M.

2(1) ***Le présent article modifie la Loi sur la manutention et le transport des marchandises dangereuses.***

2(2) *Le paragraphe 8(4) est modifié par substitution, à « Nul ne peut », de « Sauf dans le cas prévu au paragraphe (4.1), nul ne peut ».*

2(3) *The following is added after subsection 8(4):*

Licence requirement exception

8(4.1) A hazardous waste disposal facility licence is not required in respect of a used oil burner or a used oil collection facility that meets standards prescribed by regulation.

2(4) *Subsection 40(1) is amended*

(a) by adding the following after clause (h):

(h.1) for the purpose of subsection 8(4.1), prescribing standards for used oil burners and used oil collection facilities that do not require a hazardous waste disposal facility licence;

(b) by adding the following after clause (hh):

(ii) defining any word or phrase used but not defined in this Act.

THE DRINKING WATER SAFETY ACT

C.C.S.M. c. D101 amended

3(1) ***The Drinking Water Safety Act*** is amended by this section.

3(2) *Subsection 7(2) is amended by striking out "an application for a permit" and substituting "a written request".*

2(3) *Il est ajouté, après le paragraphe 8(4), ce qui suit :*

Exception

8(4.1) Il n'est pas nécessaire d'obtenir une licence d'exploitation visant une installation d'élimination de déchets dangereux à l'égard d'un brûleur d'huiles usagées ou d'une installation de collecte d'huiles usagées qui sont conformes aux normes réglementaires.

2(4) *Le paragraphe 40(1) est modifié :*

a) par adjonction, après l'alinéa h), de ce qui suit :

h.1) pour l'application du paragraphe 8(4.1), les normes qui s'appliquent aux brûleurs d'huiles usagées et aux installations de collecte d'huiles usagées pour lesquels il n'est pas nécessaire d'obtenir une licence d'exploitation visant une installation d'élimination de déchets dangereux;

b) par adjonction, après l'alinéa hh), de ce qui suit :

ii) la définition des termes et des expressions qui sont utilisés dans la présente loi mais qui n'y sont pas définis.

LOI SUR LA QUALITÉ DE L'EAU POTABLE

Modification du c. D101 de la C.P.L.M.

3(1) *Le présent article modifie la **Loi sur la qualité de l'eau potable**.*

3(2) *Le paragraphe 7(2) est modifié par substitution, à « de permis », de « écrite ».*

3(3) *The following is added after subsection 9(1):*

Frequency of assessments may be reduced

9(1.1) Despite subsection (1), the director may reduce the frequency of required assessments for a water system to a minimum of once in every 10-year period if the director is satisfied that reducing the frequency will not significantly increase the risk to the safety of water obtained from the water system.

Retroactive application

9(1.2) A reduction in frequency under subsection (1.1) may be made to apply retroactively, but not to a date earlier than March 1, 2017.

3(4) *Subsection 9(2) is amended in the part before clause (a) by striking out "under subsection (1)" and substituting "required under subsections (1) and (1.1)".*

3(5) *Subsection 22(2) is replaced with the following:*

Emergency reporting of results

22(2) If a laboratory conducts an analysis of a sample from a public water system or a semi-public water system, and the results indicate that a serious and immediate health risk to users of the system exists or may exist, the laboratory must immediately notify the director, a medical officer or a drinking water officer and provide the information that he or she requires.

3(6) *The following is added after clause 39(1)(n):*

(n.1) respecting requirements for shipping, receiving, and chain-of-custody forms and procedures in relation to water samples submitted to laboratories for analysis;

3(3) *Il est ajouté, après le paragraphe 9(1), ce qui suit :*

Réduction de la fréquence des évaluations

9(1.1) Malgré le paragraphe (1), le directeur peut réduire la fréquence des évaluations obligatoires d'un réseau d'alimentation s'il est d'avis qu'une telle réduction ne nuira pas considérablement à la qualité de l'eau du réseau. Elles devront toutefois avoir lieu au moins une fois tous les dix ans.

Rétroactivité

9(1.2) Toute réduction visée au paragraphe (1.1) peut s'appliquer rétroactivement mais elle ne peut prendre effet avant le 1^{er} mars 2017.

3(4) *Le passage introductif du paragraphe 9(2) est modifié par substitution, à « au paragraphe (1) », de « aux paragraphes (1) et (1.1) ».*

3(5) *Le paragraphe 22(2) est remplacé par ce qui suit :*

Communication d'urgence

22(2) Le laboratoire qui effectue l'analyse d'un échantillon d'eau provenant d'un réseau public ou semi-public d'alimentation communique sur-le-champ au directeur, à un médecin hygiéniste ou à un agent du Service de l'eau potable les résultats de l'analyse et fournit les renseignements que celui-ci exige, lorsque ces résultats indiquent l'existence d'un risque sérieux et immédiat pour la santé des utilisateurs du réseau ou la possibilité qu'un tel risque existe.

3(6) *Il est ajouté, après l'alinéa 39(1)n), ce qui suit :*

n.1) prendre des mesures concernant l'expédition et la réception des échantillons d'eau soumis aux laboratoires pour analyse, y compris les formulaires et la marche à suivre applicables à la chaîne de possession;

THE ECOLOGICAL RESERVES ACT

C.C.S.M. c. E5 amended

4 Section 4.2 of **The Ecological Reserves Act** is repealed.

LOI SUR LES RÉSERVES ÉCOLOGIQUES

Modification du c. E5 de la C.P.L.M.

4 L'article 4.2 de la **Loi sur les réserves écologiques** est abrogé.

THE ENVIRONMENT ACT

C.C.S.M. c. E125 amended

5 Sections 40.1 and 40.2 and the Schedule to **The Environment Act** are repealed.

LOI SUR L'ENVIRONNEMENT

Modification du c. E125 de la C.P.L.M.

5 Les articles 40.1 et 40.2 ainsi que l'annexe de la **Loi sur l'environnement** sont abrogés.

THE FISHERIES ACT

C.C.S.M. c. F90 amended

6(1) **The Fisheries Act** is amended by this section.

6(2) Subsection 31(1) is amended by striking out everything after "for that fiscal year".

6(3) Subsection 31(2) is amended by replacing everything before clause (a) with the following:

Five-year report

31(2) The minister must, within six months after the end of the fiscal year ending March 31, 2017, and within six months after the end of every fifth fiscal year afterwards, prepare a report containing

6(4) *The following is added after subsection 31(2):*

Tabling of reports

31(3) The minister must table a copy of each report under this section in the Assembly on any of the first 15 days on which the Assembly is sitting after the report has been prepared.

LOI SUR LA PÊCHE

Modification du c. F90 de la C.P.L.M.

6(1) Le présent article modifie la **Loi sur la pêche**.

6(2) Le paragraphe 31(1) est modifié par suppression du passage qui suit « cet exercice. ».

6(3) Le passage introductif du paragraphe 31(2) est remplacé par ce qui suit :

Rapport quinquennal

31(2) Dans les six mois suivant la fin de l'exercice qui se termine le 31 mars 2017 et dans les six mois suivant la fin de chaque cinquième exercice par la suite, le ministre établit un rapport contenant :

6(4) *Il est ajouté, après le paragraphe 31(2), ce qui suit :*

Dépôt de rapports

31(3) Le ministre dépose un exemplaire de tous les rapports visés au présent article devant l'Assemblée dans les 15 premiers jours de séance de celle-ci suivant son achèvement.

THE FOREST HEALTH PROTECTION ACT

LOI SUR LA PROTECTION DE LA SANTÉ DES FORÊTS

C.C.S.M. c. F151 amended

7(1) **The Forest Health Protection Act** is amended by this section.

7(2) *Section 27 is repealed.*

7(3) *The following is added as section 27.1:*

Arborist certification requirement

27.1(1) Except when permitted by regulation, a person must not act as an arborist unless he or she holds a valid and subsisting certification from a prescribed organization or body.

Exception

27.1(2) Subsection (1) does not apply if the only services a person provides is the cutting down and removal of an entire tree.

Transitional

27.1(3) A person may act as an arborist without holding a certification required under subsection (1) if

(a) he or she held an arborist licence under the former Act immediately before the coming into force of this section; or

(b) he or she successfully completed the Manitoba Arborist Training and Licensing Course conducted by the University of Manitoba School of Agriculture before July 1, 2019.

Interpretation

27.1(4) In subsection (3), "**former Act**" means this Act as it read immediately before the coming into force of this section.

Modification du c. F151 de la C.P.L.M.

7(1) *Le présent article modifie la **Loi sur la protection de la santé des forêts**.*

7(2) *L'article 27 est abrogé.*

7(3) *Il est ajouté, à titre d'article 27.1, ce qui suit :*

Exigences — certification des arboriculteurs

27.1(1) Sauf disposition contraire des règlements, il est interdit de travailler à titre d'arboriculteur sans être titulaire d'une certification valide et en vigueur délivrée par un organisme réglementaire.

Exception

27.1(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas si les services se limitent à la coupe et à l'enlèvement d'un arbre au complet.

Disposition transitoire

27.1(3) Les personnes qui ne sont pas titulaires de la certification prévue au paragraphe (1) peuvent agir à titre d'arboriculteurs si elles satisfont à l'une ou l'autre des exigences suivantes :

a) elles étaient titulaires d'une licence d'arboriculteur délivrée sous le régime de la loi antérieure juste avant l'entrée en vigueur du présent article;

b) elles ont terminé avec succès, avant le 1^{er} juillet 2019, le cours Manitoba Arborist Training and Licensing offert par l'École d'agriculture de l'Université du Manitoba.

Définition

27.1(4) Au paragraphe (3), « **loi antérieure** » s'entend de la présente loi dans sa version antérieure à l'entrée en vigueur du présent article.

7(4) *Clause 33(m) is replaced with the following:*

- (m) respecting arborists, including
 - (i) prescribing organizations or bodies that may certify arborists,
 - (ii) specifying when a person may act as an arborist without holding the required certification, and
 - (iii) specifying the amount and type of insurance to be held by an arborist;

THE GROUNDWATER AND WATER WELL
AND RELATED AMENDMENTS ACT

S.M. 2012, c. 27 (unproclaimed provisions repealed)
8(1) **The Groundwater and Water Well and Related Amendments Act, S.M. 2012, c. 27, is amended by this section.**

8(2) *Section 12 is repealed.*

8(3) *Subsections 50(2) and (3) are repealed.*

8(4) *Clause 86(3)(f) is repealed.*

THE HEALTH SERVICES ACT

R.S.M. 1987, c. H30 repealed
9 **The Health Services Act, R.S.M. 1987, c. H30, is repealed.**

7(4) *L'alinéa 33m) est remplacé par ce qui suit :*

- m) prendre des mesures concernant les arboriculteurs, y compris :
 - (i) désigner les organismes qui peuvent les certifier,
 - (ii) prévoir les cas où des personnes peuvent agir à ce titre bien qu'elles ne soient pas titulaires de la certification exigée,
 - (iii) prévoir le montant et le type d'assurance qu'ils doivent souscrire;

LOI SUR LES EAUX SOUTERRAINES ET LES
PUITS ET MODIFICATIONS CONNEXES

Modification du c. 27 des L.M. 2012 (abrogation de dispositions non proclamées)
8(1) **Le présent article modifie la Loi sur les eaux souterraines et les puits et modifications connexes, c. 27 des L.M. 2012.**

8(2) *L'article 12 est abrogé.*

8(3) *Les paragraphes 50(2) et (3) sont abrogés.*

8(4) *L'alinéa 86(3)f) est abrogé.*

LOI SUR LES SERVICES DE SANTÉ

Abrogation du c. H30 des L.R.M. 1987
9 **La Loi sur les services de santé, c. H30 des L.R.M. 1987, est abrogée.**

THE LABOUR RELATIONS ACT

C.C.S.M. c. L10 amended

10(1) **The Labour Relations Act** is amended by this section.

10(2) *Section 1 is amended*

(a) in clause (a) of the definition "parties",

(i) by adding "assignment or" before "appointment", and

(ii) by adding "assigned or" before "appointed"; and

(b) by adding the following definition:

"director" means the person appointed under *The Civil Service Act* as responsible for assigning conciliation officers and appointing grievance mediators under this Act; (« directeur »)

10(3) *Subsection 67(1) is amended*

(a) in the section heading, by striking out "Appointment" and substituting "Assignment";

(b) in the part of clause (a) after subclause (ii), by striking out "requests the minister in writing to appoint" and substituting "requests the director in writing to assign"; and

(c) in the part after clause (b), by striking out "the minister shall appoint" and substituting "the director shall assign".

10(4) *Subsections 67(2) and (3) are amended by striking out "appointed" and substituting "assigned".*

LOI SUR LES RELATIONS DU TRAVAIL

Modification du c. L10 de la C.P.L.M.

10(1) *Le présent article modifie la Loi sur les relations du travail.*

10(2) *L'article 1 est modifié :*

a) dans l'alinéa a) de la définition de « parties » :

(i) par adjonction, avant « la nomination », de « l'affectation ou à »,

(ii) par adjonction, avant « nommé », de « affecté ou »;

b) par adjonction de la définition suivante :

« **directeur** » La personne nommée en vertu de la *Loi sur la fonction publique* en tant que responsable de l'affectation de conciliateurs et de la nomination de médiateurs de griefs en vertu de la présente loi. ("director")

10(3) *Le paragraphe 67(1) est modifié :*

a) dans le titre, par substitution, à « Nomination », de « Affectation »;

b) dans le passage introductif, par substitution, à « ministre nommé », de « directeur affecté »;

c) dans le passage qui suit le sous-alinéa a)(ii), par substitution, à « demande au ministre, par écrit, de désigner », de « demande au directeur, par écrit, d'affecter ».

10(4) *L'article 67 est modifié :*

a) dans le paragraphe (2), par substitution, à « sa nomination », de « son affectation »;

b) dans le paragraphe (3), par substitution, à « nommé », de « affecté ».

10(5) Subsections 68(1) to (3) are repealed.

10(5) Les paragraphes 68(1) à (3) sont abrogés.

10(6) Subsection 68(3.1) is amended by striking out "appointment" and substituting "assignment"

10(6) Le passage introductif du paragraphe 68(3.1) est modifié par substitution :

(a) in the part before clause (a); and

a) à « nommé », de « affecté »;

(b) in the part after clause (b).

b) à « sa nomination », de « son affectation ».

10(7) Clause 87(1)(b) is amended

10(7) L'alinéa 87(1)b) est modifié par substitution :

(a) by striking out "appointed" and substituting "assigned"; and

a) à « nommé », de « affecté »;

(b) by striking out "appointment" and substituting "assignment".

b) à « sa nomination », de « son affectation ».

10(8) Subsection 87.2(1) is amended by striking out "minister to appoint" and substituting "director to assign".

10(8) Le paragraphe 87.2(1) est modifié par substitution, à « au ministre de nommer », de « au directeur d'affecter ».

10(9) Subsection 129(1) is amended

10(9) Le paragraphe 129(1) est modifié :

(a) by replacing the section heading with "Appointment of grievance mediator"; and

a) par substitution, au titre, de « Nomination d'un médiateur de griefs »;

(b) by striking out "minister" and substituting "director".

b) dans le texte, par substitution, à « ministre », de « directeur ».

10(10) Clause 130(5)(c) is amended by striking out "minister" and substituting "director".

10(10) L'alinéa 130(5)c) est modifié par substitution, à « ministre », de « directeur ».

10(11) Subsection 130(8) is amended

10(11) Le paragraphe 130(8) est modifié :

(a) by replacing the section heading with "Appointment of grievance mediator at board's request"; and

a) par substitution, au titre, de « Nomination d'un médiateur de griefs à la demande de la Commission »;

(b) by striking out "minister" wherever it occurs and substituting "director".

b) dans le texte, par substitution, à « ministre », de « directeur ».

10(12) *Subsection 130(9) is amended*

(a) *in the part before clause (a), by striking out "minister" and substituting "director"; and*

(b) *by replacing clause (c) with the following:*

(c) *notify the board of the results of the inquiry and the success of the settlement effort.*

10(12) *Le paragraphe 130(9) est modifié :*

a) *dans le passage introductif, par substitution, à « ministre », de « directeur »;*

b) *par substitution, à l'alinéa c), de ce qui suit :*

c) *aviser la Commission des résultats de l'enquête et du succès de la tentative de règlement.*

10(13) *Subsection 130(10.2) is repealed.*

10(13) *Le paragraphe 130(10.2) est abrogé.*

THE MANITOBA NATURAL RESOURCES
DEVELOPMENT ACT

LOI SUR LA MISE EN VALEUR
DES RESSOURCES NATURELLES
DU MANITOBA

R.S.M. 1987, c. N33 repealed

11 *The Manitoba Natural Resources Development Act, R.S.M. 1987, c. N33, is repealed.*

Abrogation du c. N33 des L.R.M. 1987

11 *La Loi sur la mise en valeur des ressources naturelles du Manitoba, c. N33 des L.R.M. 1987, est abrogée.*

THE NOXIOUS WEEDS ACT

LOI SUR LA DESTRUCTION
DES MAUVAISES HERBES

C.C.S.M. c. N110 amended

12 *Subsection 27(3) of The Noxious Weeds Act is repealed.*

Modification du c. N110 de la C.P.L.M.

12 *Le paragraphe 27(3) de la Loi sur la destruction des mauvaises herbes est abrogé.*

THE NOXIOUS WEEDS AMENDMENT ACT

S.M. 2015, c. 38 (unproclaimed provisions repealed)
13 **The Noxious Weeds Amendment Act**
S.M. 2015, c. 38, is amended by repealing subsection 25(2) and section 36 insofar as it enacts clause 40(1)(b).

THE PUBLIC-PRIVATE PARTNERSHIPS TRANSPARENCY AND ACCOUNTABILITY ACT

S.M. 2012, c. 36 repealed
14 **The Public-Private Partnerships
Transparency and Accountability Act, S.M. 2012,**
c. 36, is repealed.

THE RESIDENTIAL TENANCIES ACT

C.C.S.M. c. R119 amended
15(1) **The Residential Tenancies Act** is amended
by this section.

15(2) *Clause 3(1)(d) is replaced with the following:*

(d) living accommodation occupied by a person for penal or correctional purposes or for the purpose of receiving in-patient or resident-based therapeutic or rehabilitative care;

LOI MODIFIANT LA LOI SUR LA DESTRUCTION DES MAUVAISES HERBES

Modification du c. 38 des L.M. 2015 (abrogation de dispositions non proclamées)
13 **La Loi modifiant la Loi sur la destruction des mauvaises herbes, c. 38 des L.M. 2015,** est modifiée par abrogation du paragraphe 25(2) et de l'article 36 dans la mesure où il édicte l'alinéa 40(1)(b).

LOI SUR LA TRANSPARENCE ET LA RESPONSABILITÉ EN MATIÈRE DE PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ

Abrogation du c. 36 des L.M. 2012
14 **La Loi sur la transparence et la responsabilité en matière de partenariats public-privé, c. 36 des L.M. 2012,** est abrogée.

LOI SUR LA LOCATION À USAGE D'HABITATION

Modification du c. R119 de la C.P.L.M.
15(1) **Le présent article modifie la Loi sur la location à usage d'habitation.**

15(2) *L'alinéa 3(1)(d) est remplacé par ce qui suit :*

d) aux habitations que des personnes occupent à des fins pénales ou correctionnelles ou afin de recevoir, à titre de patient hospitalisé ou de résident, des soins de réadaptation ou des soins thérapeutiques;

15(3) *Clause 3(1)(h) is replaced with the following:*

(h) living accommodation provided by or in association with a religious denomination on premises occupied solely

(i) by the denomination's clergy or employees,

(ii) by a religious order, or

(iii) for religious instructional purposes; or

15(3) *L'alinéa 3(1)h) est remplacé par ce qui suit :*

h) aux habitations fournies par une congrégation religieuse, ou en association avec elle, dans des locaux qui sont occupés exclusivement par son clergé ou ses employés ou par un ordre religieux ou qui sont utilisés uniquement à des fins d'enseignement religieux;

THE VETERINARY SERVICES ACT

C.C.S.M. c. V50 amended

16(1) **The Veterinary Services Act** is amended by this section.

16(2) *Subsection 16(1) is amended by striking out "which shall be in a form satisfactory to the Auditor General" and substituting "in accordance with the regulations".*

16(3) *Subsection 16(2) is replaced with the following:*

Review or audit

16(2) The board shall have its accounts examined, reviewed or audited each year in accordance with the regulations.

16(4) *Subsections 16(3) and (4) are repealed.*

16(5) *Section 22 is amended by adding the following after clause (l):*

(l.1) respecting the maintenance and the examination, review or audit of boards' accounting records;

LOI SUR LES SOINS VÉTÉRINAIRES

Modification du c. V50 de la C.P.L.M.

16(1) *Le présent article modifie la **Loi sur les soins vétérinaires**.*

16(2) *Le paragraphe 16(1) est modifié par substitution, à « en une forme qui satisfait le vérificateur général », de « conformément aux règlements ».*

16(3) *Le paragraphe 16(2) est remplacé par ce qui suit :*

Examen ou vérification

16(2) Les comptes du conseil sont examinés, contrôlés ou vérifiés chaque année conformément aux règlements.

16(4) *Les paragraphes 16(3) et (4) sont abrogés.*

16(5) *L'article 22 est modifié par adjonction, après l'alinéa l), de ce qui suit :*

l.1) prendre des mesures concernant la tenue, l'examen, le contrôle ou la vérification des registres comptables des conseils;

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

C.C.S.M. c. C225 amended

17 Clause 3(1)(b) of **The Corporations Act** is amended by striking out "or *The Health Services Act*".

C.C.S.M. c. F175 amended

18 The definition "health care body" in subsection 1(1) of **The Freedom of Information and Protection of Privacy Act** is amended by adding "and" at the end of clause (c) and repealing clause (d).

C.C.S.M. c. H175 amended

19 The definition "local authority" in section 1 of **The Human Rights Code** is amended by adding "and" at the end of clause (e) and repealing clause (f).

C.C.S.M. c. M225 amended

20(1) **The Municipal Act** is amended by this section.

20(2) The definition "local authority" in subsection 1(1) is amended by repealing clause (e).

20(3) Clause 154(6)(b) is amended by striking out "a municipality, school division, school district or hospital district" and substituting "a municipality, school division or school district".

C.C.S.M. c. M240 amended

21 The definition "local authority" in section 1 of **The Municipal Board Act** is amended by striking out ", and the governing board of a hospital district or of a medical nursing unit district established under *The Health Services Act*".

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

Modification du c. C225 de la C.P.L.M.

17 L'alinéa 3(1)(b) de la **Loi sur les corporations** est modifié par suppression de « ou de la *Loi sur les services de santé* ».

Modification du c. F175 de la C.P.L.M.

18 L'alinéa d) de la définition d'« organisme de soins de santé » figurant au paragraphe 1(1) de la **Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée** est abrogé.

Modification du c. H175 de la C.P.L.M.

19 L'alinéa f) de la définition d'« autorité locale » figurant à l'article 1 du **Code des droits de la personne** est abrogé.

Modification du c. M225 de la C.P.L.M.

20(1) Le présent article modifie la **Loi sur les municipalités**.

20(2) L'alinéa e) de la définition d'« autorité locale » figurant au paragraphe 1(1) est abrogé.

20(3) L'alinéa 154(6)(b) est modifié par suppression de « ou le district hospitalier ».

Modification du c. M240 de la C.P.L.M.

21 La définition d'« autorité locale » figurant à l'article 1 de la **Loi sur la Commission municipale** est modifiée par substitution, à « , le commissaire officiel d'un district scolaire ainsi que le conseil d'administration d'un district hospitalier ou d'une unité régionale de soins médicaux établi en vertu de la *Loi sur les services de santé* », de « et le commissaire officiel d'un district scolaire ».

C.C.S.M. c. N100 amended

22 *The definition "local authority" in section 1 of **The Northern Affairs Act** is amended by repealing clause (e).*

Modification du c. N100 de la C.P.L.M.

22 *L'alinéa e) de la définition d'« autorité locale » figurant à l'article 1 de la **Loi sur les affaires du Nord** est abrogé.*

C.C.S.M. c. R34 amended

23(1) ***The Regional Health Authorities Act** is amended by this section.*

Modification du c. R34 de la C.P.L.M.

23(1) *Le présent article modifie la **Loi sur les offices régionaux de la santé**.*

23(2) *The definition "health corporation" in section 1 is amended by repealing clause (b).*

23(2) *L'alinéa b) de la définition de « personne morale dispensant des soins de santé » figurant à l'article 1 est abrogé.*

23(3) *Clause 2(3)(b) is repealed.*

23(3) *L'alinéa 2(3)b) est abrogé.*

23(4) *Subsection 44(2) is amended by striking out "under section 69 of **The Health Services Insurance Act** or subsection 55(1) of **The Health Services Act** (as those provisions existed prior to the coming into force of this Act)" and substituting "under section 69 of **The Health Services Insurance Act** (as that provision existed prior to the coming into force of this Act)".*

23(4) *Le paragraphe 44(2) est modifié par substitution, à « ou du paragraphe 55(1) de la **Loi sur les services de santé**, telles que ces dispositions existaient », de « , telle que cette disposition existait ».*

23(5) *Clause 46(3)(b) is repealed.*

23(5) *L'alinéa 46(3)b) est abrogé.*

23(6) *Clause 49(1)(a) is replaced with the following:*

(a) where the health corporation is established under *The District Health and Social Services Act*, notwithstanding that Act, the minister may dissolve and disestablish the health corporation, its board and its corresponding district, and the Lieutenant Governor in Council or the minister, as the case may be, may repeal or amend any regulations under that Act to achieve this purpose;

23(6) *L'alinéa 49(1)a) est remplacé par ce qui suit :*

a) dans les cas où la personne morale dispensant des services de santé est constituée sous le régime de la *Loi sur les districts de services sociaux*, le ministre peut, par dérogation à cette loi, dissoudre la personne morale, révoquer son conseil d'administration et abolir le district en relevant et le lieutenant-gouverneur en conseil ou le ministre, selon le cas, peut, afin d'atteindre cet objectif, abroger ou modifier les règlements ou arrêtés ministériels pris en application de cette loi;

COMING INTO FORCE

Coming into force

24(1) This Act, except sections 2 and 7, comes into force on the day it receives royal assent.

Coming into force: sections 2 and 7

24(2) Sections 2 and 7 come into force on a day to be fixed by proclamation.

ENTRÉE EN VIGUEUR

Entrée en vigueur

24(1) La présente loi, à l'exception des articles 2 et 7, entre en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en vigueur des articles 2 et 7

24(2) Les articles 2 et 7 entrent en vigueur à la date fixée par proclamation.

The Queen's Printer
for the Province of Manitoba

L'Imprimeur de la Reine
du Manitoba